



INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

Date: 29.10.2019

Country: Djibouti

Description of the assignment: Expert international senior spécialisé dans la lutte anti corruption

Project name: Djibouti, inclusive digitalization

Period of assignment/services (if applicable): from 20/11/2019 to 20/01/2020

Timeline, total number of working days, duty station: 45 working days in Djibouti

Proposal should be submitted following the steps in this procurement notice no later than 12/11/2019

Any request for clarification must be sent in writing, by e-mail: proc.dji@undp.org please indicate "Expert international senior spécialisé dans la lutte anti corruption r" in the subject line

UNDP Djibouti Procurement will respond in writing or by standard electronic mail and will send written copies of the response, including an explanation of the query without identifying the source of inquiry, to all consultants.

1. BACKGROUND

Djibouti est ancré dans une bonne trajectoire économique définie par sa stratégie «Vision 2035» avec comme ambition de faire de Djibouti un pays à revenu intermédiaire. Cette ambition stratégique majeure s'appuie sur un Vortex stratégique qui de tirer profit de la position stratégique du pays, en construisant une force de frappe logistique et commerciale dans la sous-région, en Afrique de l'Est particulièrement. Dans une certaine mesure, une telle option stratégique produit des résultats positifs au vu des réalisations et des progrès économiques enregistrés au cours de ces dernières années :

- « une croissance économique tirée par de grands projets d'investissement, avec une croissance estimée à 7 % en 2017, contre 6,5 % en 2016 qui devrait se stabiliser à hauteur de 6,4 % et 7 % en 2018 et 2019 ;

- une tendance à la baisse du déficit budgétaire au cours de la période au cours de la période 2018 et 2019. »

Par ailleurs, à l'instar des pays francophone d'Afrique, Djibouti a mis en place divers organes de contrôle d'Etat constitués par la Cour des Comptes, l'Inspection Générale d'Etat, l'Inspection générale des Finances, parfois des Inspections internes au sein des Ministères. Très récemment, une Commission Nationale pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption a été instituée, celle-ci étant régie par Décret n°2014-284/PR/MJDH portant application de la loi n°03/AN/13/7ème L complétant les dispositions législatives relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption.

Ainsi plusieurs organes de contrôle existent (Cour des Comptes, l'Inspection Générale d'Etat, l'Inspection générale des Finances, Inspections sectorielles, Commission Nationale pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption). Toutefois, il est à noter que le pays ne dispose pas d'une stratégie globale de lutte contre la corruption.

Il manque un équilibre entre les trois métiers de base qui constituent le socle de leurs activités de contrôle, en l'occurrence l'audit, les investigations et la détection, les évaluations ; d'ailleurs, leurs interventions semblent combiner ces types de vérification, selon les cas, en s'appuyant sur des traditions qui restent à normaliser, voire formaliser davantage.

Par ailleurs, il est à noter une absence de synergie des résultats de leurs interventions ; car ce modèle, fréquent en Afrique francophone et spécifique à son histoire, est source de dispersion des ressources matérielles, humaines et financières.

Ainsi des efforts restent à accomplir pour une plus grande efficacité, efficience, coordination et harmonisation pour une meilleure optimisation des ressources de contrôle d'Etat.

C'est dans ce cadre que le PNUD, procède au recrutement d'un consultant international pour appuyer le Gouvernement de Djibouti dans l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption

2. SCOPE OF WORK, RESPONSIBILITIES AND DESCRIPTION OF THE PROPOSED ANALYTICAL WORK

Objectif général :

Sous la supervision du Représentant Résident du PNUD et du Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, des services de consultant sont nécessaires pour élaborer une stratégie nationale de lutte contre la corruption assortie d'un plan d'action opérationnel.

Objectifs spécifiques :

- Diagnostic de l'existant en matière de lutte contre la corruption ;
- Elaboration d'une stratégie de lutte contre la corruption ainsi que du plan de mise en œuvre et de suivi des actions de la stratégie ;
- Identification des enjeux et des défis liés à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption ;
- Identification des axes d'intervention et du cadre des résultats de la stratégie de lutte contre la corruption ;

Résultats attendus :

- Un document de diagnostic stratégique est disponible ;

- Une stratégie décennale et un plan d'action quinquennal budgétisé pour la lutte contre la corruption disponible ;
- Un niveau élevé de professionnalisme, de rang mondial, par l'appropriation des meilleures pratiques de lutte contre la corruption ;
- Avis conseil et proposition pour le renforcement et/ou l'amendement des textes régissant les organes actuels de lutte contre la corruption;

Livrable, calendrier et paiement :

Livrables	Date prevue	%
1. Un document de diagnostic stratégique et organisationnel sur la lutte contre la corruption	30 Novembre 2019	20%
2. Proposition de modifications et de révisions du cadre réglementaire actuel des organes de lutte contre la corruption	15 Decembre 2019	20%
3. Une stratégie formalisée de lutte contre la corruption	30 Decembre 2019	30%
4. Plan d'action déclinant les réformes institutionnelles, juridiques, organisationnels ou autres, le renforcement des capacités assortie d'un plan de financement	15 Janvier 2020	30%

3. REQUIREMENTS FOR EXPERIENCE AND QUALIFICATIONS

I. Academic Qualifications:

- Diplôme d'études supérieures en droit ou sciences sociales

II. Years of experience:

- 15 ans d'expérience dans les domaines des modes d'organisation et de fonctionnement des institutions, organes de lutte contre la corruption, corps et organes de contrôles que sont les inspections générales d'Etat, les Cours des Comptes, les Inspections générales des Finances, les Unités d'audit internes dans les agences, entreprises et établissements publics des institutions et organes de contrôles
- 3. Expertise internationalement reconnue dans de nombreux pays (au moins trois missions de ce genre),
- 4. Une expérience de la prestation de services aux PNUD est un atout.
- 5. Une vision élargie de tels corps et organes, ainsi que des normes, aussi bien en milieu latin que dans les pays anglo-saxons et africains francophones ou anglophones afin d'être à même

de mener un benchmarking profond, sans contrainte de pensée par rapport à tel ou autre modèle ;

- 6. Une expérience avérée du secteur public dans les matières objet des présents TDR ;
- 8. Maîtrise du français

III. Competencies:

- Leadership: inspire l'organisation à relever de nouveaux défis et à atteindre de meilleures performances:
- Innovation: transforme et inspire l'action:
- Communication: défenseurs, capables de changer d'esprit de soi, de pairs et de partenaires:
- Livraison: crée de nouvelles normes de travail.

4. DOCUMENTS TO BE INCLUDED WHEN SUBMITTING THE PROPOSALS.

Please provide Offeror's Letter and proposal together with your CV and cover letter in one single file while submitting application. Offeror's letter Sample can be downloaded from this link:

http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=60661

This process is managed by UNDP jobs System that will not accept the uploading of more than one document so please merge or scan all your documents into one prior to uploading it in job site

https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?cur_job_id=88379

Applications submitted without Offeror's Letter will be considered fail in evaluation.

5. FINANCIAL PROPOSAL

• Lump sum contracts

The financial proposal shall specify a total lump sum amount, and payment terms around specific and measurable (qualitative and quantitative) deliverables (i.e. whether payments fall in installments or upon completion of the entire contract). Payments are based upon output, i.e. upon delivery of the services specified in the TOR. In order to assist the requesting unit in the comparison of financial proposals, the financial proposal will include a breakdown of this lump sum amount (including travel, per diems, and number of anticipated working days). Please use Annex 1

6. EVALUATION

Individual consultants shall be selected first, only Offerors who considered having the minimum academic, experience and language requirement shall be considered for evaluation.

Screened Offerors shall be evaluated based on the following methodologies:

Cumulative analysis

The award of the contract should be made to the individual consultant whose offer has been evaluated and determined as:

a) responsive/compliant/acceptable, and
 b) Having received the highest score out of a pre-determined set of weighted technical and financial criteria specific to the solicitation.

* *Technical Criteria weight; 70 points*

* *Financial Criteria weight; 30 points*

Only candidates obtaining a minimum of 49 of technical point would be considered for the Financial Evaluation

Criteria	Weight	Max. Point
<u>Technical</u>		Max 70 point
• <i>Criteria A:</i> Diplôme d'études supérieures en droit ou sciences sociales	15%	
• <i>Criteria B:</i> 15 ans d'expérience dans les domaines des modes d'organisation et de fonctionnement des institutions, corps et organes de contrôles	15%	
• <i>Criteria C:</i> Expertise internationalement reconnue avec trois pays, expérience de la prestation de services aux agences de l'ONU est un atout	10%	
• <i>Criteria D:</i> Proposition technique	20%	
• <i>Criteria E:</i> Maîtrise du français	10%	
<u>Finacial</u>	30%	Max 70 point

ANNEXES:

ANNEX 1- OFFEROR'S LETTER TO UNDP CONFIRMING INTEREST AND AVAILABILITY FOR THE INDIVIDUAL CONTRACTOR (IC) ASSIGNMENT

ANNEX 2- INDIVIDUAL CONSULTANT GENERAL TERMS AND CONDITIONS